

Ils ont disparu, elles témoignent

Interview. En marge du Festival voix de femmes, des femmes s'unissent contre l'oubli

Wadad la Libanaise et Khadija la Marocaine ne chantent pas... elles parlent. Ou plus exactement elles ont décidé de ne pas se taire le jour où le mari de l'une et le frère de l'autre ont été emmenés et ne sont jamais revenus. Les deux fois, le même scénario. Un soir, un matin... des hommes frappent à la porte, entrent dans la maison, emmènent l'homme sous prétexte d'un interrogatoire de cinq minutes, d'une vérification quelconque... et puis le vide et le silence, comme si ces disparus-là n'avaient jamais existé. Mais pour celles qui restent, la mère, la fille, la sœur, la compagne, comment passer du verbe disparaître au verbe oublier? « On ne peut jamais faire le deuil d'un disparu, cela reste toujours comme une zone d'ombre dans une famille », déclare calmement Wadad. Khadija acquiesce.

Les deux femmes ne se connaissent pas vraiment, elles font partie de ce petit groupe de femmes venues à Liège pour participer à la deuxième « Rencontre des mères » organisée en parallèle au Festival voix de femmes (voir encadré). Elles ne se connaissent pas mais se ressemblent. Il y a chez elles la même sérénité dans la voix, la même détermination dans le regard, la même zone d'ombre dans le cœur... La même pudeur aussi. Toutes deux parlent des disparus de leur pays, avant de parler de leur disparu à elles. Leur combat, elles le veulent global, planétaire... « Aujourd'hui on parle de mondialisation de l'économie. Pourquoi ne pas s'engager pour une mondialisation du res-

pect de l'être humain? », précise Wadad.

« **L'enlèvement**, la disparition forcée est un phénomène mondial pratiqué de façon similaire par les Etats non-démocratiques, dénonce Khadija. C'est à chaque fois le même système. C'est une pratique enseignée par les services secrets... Pour faire pression, pour faire avancer les choses nous voulons créer un réseau international de solidarité. »

Pratique « classique » en vue de créer un climat de terreur, l'enlèvement et la disparition restent monnaie courante dans tous les pays du monde en conflit ou en guerre. Au Liban pendant plus de vingt ans, au Maroc pendant plus de quarante ans, au Chili, en Iran, au Rwanda, au Kosovo... la liste des disparus est longue et s'agrandit tous les jours. Pour mettre fin à l'hémorragie, des centaines de femmes sont aujourd'hui prêtes à unir leurs voix et, ensemble, briser le silence.

Un travail de fourmi, un combat pacifique au quotidien, sans jamais s'arrêter, jamais abandonner, juste avancer un pas devant l'autre.

« C'est en novembre 1982 après les vastes opérations d'enlèvements et de disparitions que des proches, principalement des femmes, ont créé le 'Comité des parents des enlevés et des disparus au Liban', explique Wadad. Au début nous avons revendiqué la libération des personnes enlevées et disparues, mais nous avons continué notre action même après la paix en 1990. Nous avons mis en avant notre droit de savoir ce qui était arrivé à nos proches... »



Khadija et Wadad ont vécu la même souffrance.

photo Jean-Louis Orban

« Au Maroc, cela fait quarante ans que la disparition forcée est utilisée comme moyen de pression, raconte Khadija. La dernière disparition connue, celle d'un médecin, date du 2 décembre 1997. Il y a eu chez nous des enlèvements individuels et collectifs... Plusieurs centres secrets de détention existent encore aujourd'hui. Dès le début les familles des disparus et des prisonniers politiques ont uni leurs actions et se sont regroupées au sein d'une association appelée 'Forum vérité et justice'. Cette association est toujours effective, même après que le gouvernement ait libéré les prisonniers politiques. »

« Notre objectif? La création d'une commission indépendante pour mener des enquêtes sur les disparitions de manière à trouver les responsables et les juger pour crimes et dommages causés aux victimes, à leurs familles et à tout le peuple marocain. »

Bérangère Lhomme

Voix de femmes à l'unisson...

...Pour devenir chants, mélodies, berceuses, incantations... Voix de femmes à l'unisson pour s'exprimer haut et fort contre la torture et l'oubli.

C'est en avril de l'année dernière, lors du 5e Festival international voix de femmes à Liège que l'idée est née. L'envie de donner aux voix des chanteuses de tous pays un écho politique. Au-delà des chants, l'envie de laisser la place au combat essentiel mené par tant de mères, d'épouses, de sœurs, de filles de disparus du monde entier.

Il y a un an, des femmes du Rwanda, du Maroc, de Turquie, du Chili, du Liban, du Kurdistan, d'Argentine et d'ailleurs ont ainsi pu échanger leurs histoires, leurs actions de tous les jours pour que leurs disparus, ces terribles témoins absents de pratiques « terroristes », ne soient pas oubliés. De leurs échanges sont nées des solidarités et la création d'un réseau international avec comme objectif « la volonté de poursuivre une réflexion collective dans le cadre de la lutte pour une vie juste et digne ». Cette semaine, en marge du Festival voix de femmes, une deuxième « Rencontre des mères » s'est tenue à Liège. Elle a permis de confronter l'état des expériences de Wadad Halwani, présidente du Comité des parents de disparus au Liban, Khadija Rouissi, responsable Forum Marocain pour la vérité et la Justice, Fariba Hachtroudi, de l'association iranienne Moha et Yolande Mukagasana rescapée du génocide rwandais...

B. Lh.

Maintenir la pression, au-delà de la peur



Lutter contre l'appel à l'oubli. photo Orban

Déterminées à mener le combat jusqu'au bout, parce que se taire, c'est accepter, c'est oublier, Khadija, Wadad et toutes les autres sont aussi prêtes à payer cher leur engagement... « Après dix-huit années de lutte et dix années de paix déclarée, notre Comité a

finalment obligé le gouvernement libanais à créer une commission d'enquête, précise Wadad. Celle-ci a rendu les résultats de son travail en juillet 2000, annonçant aux proches que toutes les personnes kidnappées étaient mortes. La commission a également confirmé la présence de fosses communes et l'impossibilité, par conséquent, de rendre les cadavres aux familles... C'est une petite victoire puisque nous avons obligé le gouvernement à avouer. Mais c'est une victoire amère... Dans une situation politique plus favorable, nous ne désespérons pas, maintenant, d'amener la société civile libanaise à juger tous ses criminels de guerre... »

Pour Khadija et Wadad, il est évident que les femmes ont un rôle essentiel à jouer pour le maintien de la paix. Parce qu'elles ne veulent pas briser le lien avec celui qui a disparu, parce qu'elles ne veulent pas que cela se reproduise, elles se sont découvertes une très grande force commune.

« Au Maroc, beaucoup de femmes n'étaient jamais sorties de chez elles et puis d'un coup, pour leur fils, leur père, leur frère, leur mari, elles ont affronté la police, les autorités... beaucoup se sont rendues compte qu'elles pouvaient faire bouger les choses, poursuit Khadija. Cela ne veut évidemment pas dire qu'on nous laisse tout faire et tout dire... Nous subissons régulièrement des pressions. On nous dit systématiquement qu'on ne peut plus rien y faire, qu'il faut oublier, que Dieu l'a

voulu... On nous accuse même d'attiser les tensions, alors que nous nous battons pour la démocratie, pour qu'on n'oublie jamais, qu'il n'y ait plus jamais ça! »

« Et c'est important... quand on voit ce qui se passe avec Pinochet pour qui on cherche plus une solution diplomatique qu'une solution liée au respect des Droits de l'homme, insiste Wadad. Pour nous, il faut qu'il soit jugé en exemple... Il y a encore tant de Pinochet dans le monde! »

« Au Maroc, les autorités ont fini par reconnaître qu'il y a bel et bien eu des disparitions forcées... Ils ont d'ailleurs publié une liste de... 112 personnes, sourit Khadija. Comment peut-on faire croire qu'il n'y a eu qu'une centaine de disparitions en quarante ans! »

Alors il faut continuer à faire pression, envers et contre tout. « Avec le 'Forum vérité et justice' nous organisons régulièrement des pèlerinages pacifiques vers des centres secrets de détention ou des sit-in pour témoigner en silence... »

C'est lors d'un de ces sit-in « non-autorisés » que 46 personnes ont été tabassées et arrêtées. 36 sont aujourd'hui en liberté provisoire en attente d'un jugement qui doit avoir lieu le 28 février. Au « programme » : des peines allant de trois mois à trois ans de prison. Khadija fait partie des 36... « C'est un risque... mais je n'ai pas peur. Il ne faut pas se laisser emporter par ce sentiment-là si on veut que les choses changent... »

B. Lh.